

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 18 december 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 29 augustus 2023;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 21 september 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 25 september 2023;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Artikel 10/39, § 1, lid 5 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, wordt vervangen door wat volgt :

Voor de berekening van de inkomsten wordt geen rekening gehouden met een jaarlijks bedrag van :

1° 16 500 € voor categorie A ;

2° 16 500 € voor categorie B ;

3° 24 500 € voor categorie C."

**Art. 3.** Artikel 10/39, § 2, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, wordt vervangen als volgt:

"Voor de toepassing van paragraaf 1 zijn de bedragen gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 123,14 (basis 2013=100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale tegemoetkomingen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen. "

**Art. 4.** Personen die de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ontvingen vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven deze ontvangen tegen het bedrag berekend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, totdat een beslissing wordt genomen in toepassing van dit besluit, ter gelegenheid van een herziening of op hun aanvraag.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2024.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/008126]

**19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et aux diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et transferts de polluants et modifiant les Directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil (dit Règlement "EPRTR"), et en particulier les articles 5, 6 et 7 ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1135 de la Commission du 10 août 2018 déterminant la nature et la forme des informations à communiquer par les États membres, ainsi que la fréquence de cette communication, aux fins de la transmission d'informations sur la mise en œuvre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/1741 de la Commission du 23 septembre 2019 déterminant la forme des informations à communiquer par les États membres, ainsi que la fréquence de cette communication, aux fins de la transmission d'informations en application du règlement (CE) n° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 1<sup>er</sup>, 23°, 76bis, 76ter et 76quater, insérés par le décret du 22 novembre 2007 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et aux diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le rapport du 28 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 236/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 octobre 2022 ;

Vu l'avis n° 74.531/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 octobre 2023 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n° ENV.22.99.AV du pôle « Environnement », donné le 8 septembre 2022 ;

Considérant que le présent arrêté vise à doter la Région wallonne d'un outil lui permettant d'assurer la collecte de données environnementales telle que prescrite par divers règlements et directives européens, en ce compris la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *L'obligation de notification périodique*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

**Art. 2.** Les installations et activités soumises à l'obligation de notification périodique de données environnementales sont visées en annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions arrête le formulaire de notification périodique de données environnementales visé à l'article 76ter, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sans préjudice des articles 5, 6 et 7 du règlement n° 166/2006.

Ce formulaire comprend les informations suivantes :

1° l'identification complète de l'établissement, ainsi que les données permettant à l'administration de l'environnement de contacter la personne représentant légalement l'établissement dans le cadre de la notification périodique des données environnementales visée par le présent arrêté ;

2° les listes et descriptions des activités et installations de l'établissement ;

3° les données relatives aux volumes de production, au nombre annuel d'heures d'exploitation et au nombre d'équivalents temps plein employés dans l'établissement ;

4° la liste des emplacements et des caractéristiques techniques des points de rejets de polluants dans l'air et dans l'eau de l'établissement ;

5° les types et quantités de polluants rejetés dans l'air et dans l'eau, accompagnées de justificatifs permettant la vérification de ces données par l'Administration de l'environnement ;

6° la liste complète des déchets créés ou traités par l'établissement, ainsi que les informations nécessaires pour déterminer la globalité des flux de ces déchets, de la production jusqu'au traitement ou à la revalorisation ;

7° les énergies utilisées dans ou produites par l'établissement ;

8° une signature attestant l'exactitude, en l'état de connaissance du déclarant, des renseignements apportés dans le formulaire.

Les données renseignées visées à l'alinéa 2, 2°, permettent de situer et de décrire les installations ou activités ainsi que leurs capacités.

Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions détermine, pour chaque installation et activité visée à l'article 1<sup>er</sup>, les volets du formulaire à compléter.

**Art. 4.** Dans le formulaire, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions inclut également un volet relatif aux données économiques de l'environnement de l'établissement visées à l'article 3 du règlement (UE) n°691/2011 sur les comptes économiques de l'environnement.

Les données concernées sont celles de la pénultième année à celle de l'enquête.

Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions détermine, pour chaque installation et activité visée à l'article 1<sup>er</sup>, les volets du formulaire à compléter.

#### CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

**Art. 5.** Dans l'article 120bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, pour les informations concernant les émissions atmosphériques à fournir dans le formulaire prévu à l'article 76ter, § 1<sup>er</sup>, du décret, l'administration de l'environnement visée à l'article 76ter, § 2, à l'article 76quater, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, alinéa 2, et § 4, à partir des mots « à l'article 76ter, § 1<sup>er</sup>, » du décret est l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. ».

**Art. 6.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et aux diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2024 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et aux diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

**Liste des installations et activités soumises à l'obligation de notification périodique de données environnementales et des installations et activités s'inscrivant dans un plan de prévention des déchets**

1. Industries d'activités énergétiques		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Combustion de combustibles	Dans des installations de puissance thermique nominale totale supérieure à 20 MWth (sauf déchets dangereux ou municipaux)
		Dans des installations de puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MWth
		Dans des installations de puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MWth si les installations de combustion sont reliées à une même cheminée
b)	Raffinage de pétrole et de gaz	*1
c)	Production de coke	*
d)	Gazéification ou liquéfaction :	
	1) de charbon ;	*
	2) d'autres combustibles.	Dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 20 MWth
e)	Broyeurs à charbon	D'une capacité égale ou supérieure à une tonne par heure
f)	Installations pour la fabrication de produits à base de charbon et de combustibles non fumigènes solides	*
2. Production et transformation des métaux		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Grillage ou frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré	*
b)	Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue	Avec une capacité supérieure à 2,5 tonnes par heure
c)	Transformation des métaux ferreux :	
	1) exploitation de laminoirs à chaud ;	D'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure
	2) opérations de forgeage à l'aide de marteaux ;	Dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et pour lesquelles la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MWth
	3) application de couches de protection de métal en fusion.	Avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure
d)	Exploitation de fonderies de métaux ferreux	D'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
e)	Transformation des métaux non ferreux :	

<b>2. Production et transformation des métaux</b>		
	Activité	Seuil de capacité
	1) production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques ;	*
	2) fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux.	Avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux
f)	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique	Pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup>

<b>3. Industrie minière</b>		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Extraction souterraine et opérations connexes	*
b)	Extraction à ciel ouvert et exploitation en carrière	Lorsque la superficie du site où sont effectuées des opérations d'extraction est supérieure à 25 hectares
c)	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium :	
	1) production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs ;	Avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour
	2) production de clinker (ciment) dans d'autres types de fours ;	Avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour
	3) production de chaux dans des fours ;	Avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour
	4) production d'oxyde de magnésium dans des fours.	Avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour
d)	Production d'amiante ou fabrication de produits à base d'amiante	*
e)	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre	Avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour
f)	Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales	Avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour
g)	Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grés ou de porcelaines	Avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou dans un four avec une capacité supérieure à 4 m <sup>3</sup> et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m <sup>3</sup> par four

**4. Industrie chimique**

Aux fins de la présente partie, la production, pour les catégories d'activités répertoriées dans cette partie, désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique des matières ou groupes de matières énumérés aux points ci-dessous.

	Activité	Seuil de capacité
a)	Production de produits chimiques organiques, tels que: 1) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques); 2) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes ; 3) hydrocarbures sulfurés ; 4) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou, nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates ; 5) hydrocarbures phosphorés ; 6) hydrocarbures halogénés ; 7) dérivés organométalliques ; 8) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose); 9) caoutchoucs synthétiques ; 10) colorants et pigments ; 11) tensioactifs et agents de surface.	*
b)	Fabrication de produits chimiques inorganiques, tels que: 1) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbone; 2) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés ; 3) bases, telles que hydroxyde, d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium ; 4) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent; 5) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.	*
c)	Fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	*
d)	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides	*
e)	Fabrication de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	*
f)	Fabrication d'explosifs	*

5. Gestion des déchets et traitement des eaux usées		
	Activité	Seuil de capacité
a)	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) traitement biologique;</li> <li>2) traitement physico-chimique;</li> <li>3) mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points « Elimination ou valorisation de déchets dangereux » et « Elimination ou récupération de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets »;</li> <li>4) reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points « Elimination ou valorisation de déchets dangereux » et « Elimination ou récupération de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets »;</li> <li>5) récupération/ régénération des solvants ;</li> <li>6) recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques ;</li> <li>7) régénération d'acides ou de bases ;</li> <li>8) récupération des composés utilisés pour la réduction de la pollution ;</li> <li>9) récupération des constituants des catalyseurs ;</li> <li>10) régénération et autres réutilisations des huiles ;</li> <li>11) lagunage.</li> </ol>	Avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour
b)	<p>Elimination ou récupération de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) pour les déchets non dangereux ;</li> </ol>	Avec une capacité égale ou supérieure à 2 tonnes par heure
	<ol style="list-style-type: none"> <li>2) pour les déchets dangereux.</li> </ol>	Avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour
c)	<p>Elimination des déchets non dangereux, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes (à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) traitement biologique;</li> <li>2) traitement physico-chimique;</li> <li>3) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération ;</li> <li>4) traitement du laitier et des cendres ;</li> <li>5) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.</li> </ol>	Avec une capacité supérieure à 50 tonnes par jour
d)	<p>Valorisation, ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux entraînant une ou plusieurs des activités suivantes (à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) traitement biologique;</li> <li>2) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération ;</li> <li>3) traitement du laitier et des cendres ;</li> <li>4) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.</li> </ol>	Avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour Lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, la capacité pour cette activité doit être supérieure à 100 tonnes par jour
e)	Centres d'enfouissement technique (au sens de l'article 5, § 1 <sup>er</sup> , 58°, du décret du 9 mars 2023), à l'exception des centres d'enfouissement technique de déchets inertes et des centres d'enfouissement technique qui ont été définitivement fermés avant le 16 juillet 2001 ou dont la phase de post-gestion, visée à l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, s'est achevée	Recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes

<b>5. Gestion des déchets et traitement des eaux usées</b>		
	Activité	Seuil de capacité
f)	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas du point « Centres d'enfouissement technique... » ci-dessus, dans l'attente d'une des activités énumérées aux points « Elimination ou valorisation des déchets dangereux », « Elimination ou récupération de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets », « Centres d'enfouissement technique... » et « 5.a.6 », à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes
g)	Stockage souterrain de déchets dangereux	Avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes
h)	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux	Avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour
i)	Traitement des eaux urbaines résiduaires	Dans des installations de capacité égale ou supérieure à 50 000 équivalents habitants
j)	Traitement des eaux industrielles résiduaires, provenant d'une ou de plusieurs des activités énumérées dans la présente annexe, dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires	*
k)	Traitement des eaux industrielles résiduaires d'entreprises pour lesquelles les substances reprises à l'annexe II du règlement (CE) N° 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil	*

<b>6. Fabrication du papier et du bois</b>		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Fabrication, dans des installations industrielles, de :	
	1) pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses ;	*
	2) papier ou carton ;	Avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
	3) un ou plusieurs des panneaux à base de bois suivants : panneaux de particules orientées, panneaux d'aggloméré, panneaux de fibres ;	Avec une capacité de production supérieure à 600 m <sup>3</sup> par jour pour les panneaux de particules orientées ou une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour pour les panneaux d'aggloméré et les panneaux de fibres de bois
	4) panneaux de contreplaqué.	Avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
b)	Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, autre que le seul traitement contre la coloration	Avec une capacité de production supérieure à 50 m <sup>3</sup> par jour

<b>7. Elevage intensif et aquaculture</b>		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Elevage intensif de volailles ou de porcs	Avec plus de 40000 emplacements pour les volailles
		Avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)
		Avec plus de 750 emplacements pour les truies
b)	Aquaculture intensive	Avec une capacité de production supérieure à 1000 tonnes de poissons et crustacés par an

8. Produits d'origine animale ou végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Exploitation d'abattoirs	Avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour
b)	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :	
	1) uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement) ;	Avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour (L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit)
	2) uniquement de matières premières végétales ;	Avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou à 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an (L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit)
	3) matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés.	Avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : -> 75 si A est égal ou supérieur à 10, Ou -> $[300 - (22,5 \cdot A)]$ dans tous les autres cas où «A» est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis (l'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit)
c)	Traitement et transformation du lait exclusivement	La quantité de lait revue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)

9. Autres activités		
	Activité	Seuil de capacité
a)	Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles	Avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour
b)	Tannage des peaux	Avec une capacité de traitement supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour
c)	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation	Avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an
d)	Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	*
e)	Construction, peinture ou décapage de bateaux	Avec une capacité d'accueil des bateaux supérieure à 100 m de long
f)	Captage des flux de CO <sub>2</sub> provenant d'installations relevant de la présente annexe, en vue du stockage géologique conformément à la directive 2009/31/CE	*
g)	Blanchisseries industrielles, teintureries, salons lavoirs, services de nettoyage des vêtements, linges et autres textiles pour particuliers à l'exclusion du nettoyage à sec	Avec une capacité de lavage de linge supérieure à 500 kilogrammes par jour
h)	Imprimerie	Lorsque la quantité d'encre utilisée est supérieure à 100 litres/jour
	1) de journaux	
	2) autres imprimeries	Lorsque la quantité d'encre utilisée ou de produits consommés pour revêtir le support est supérieure à 10 tonnes par an
	3) autres activités annexes à l'imprimerie	Lorsque la quantité de papier consommée est supérieure à 2500 tonnes par an



**10. Installations et activités s'inscrivant dans un plan de prévention des déchets**

en exécution du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles

**11. Installations et/ou activités consommant<sup>2</sup> des solvants**

	Activité	Seuil de capacité
a)	COV-01 Impression sur rotative offset à sécheur thermique	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an
b)	COV-02 Héliogravure d'édition	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 tonnes par an
c)	COV-03 Autres activités d'impression :	
	1) COV-03.01 autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique ou rotative, contre collage ou vernissage	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an
	2) COV-03.02 impression sérigraphique ou rotative sur textiles/cartons	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 30 tonnes par an
d)	COV-04 Nettoyage de surface	Lorsque la consommation <sup>3</sup> de solvant est supérieure à 1 tonnes par an
e)	COV-05 Autres nettoyages de surface	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 tonnes par an
f)	COV-06 Revêtement et retouche des véhicules	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 0,5 tonne par an
g)	COV-07 Laquage en continu	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 tonnes par an
h)	COV-08 Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles de papier	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an
i)	COV-09 Revêtement de fils de bobinage	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an
j)	COV-10 Revêtement de surface en bois	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an
k)	COV-12 Imprégnation du bois	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 tonnes par an
l)	COV-13 Revêtement du cuir	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 10 tonnes par an
m)	COV-14 Fabrication de chaussures	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an
n)	COV-15 Stratification de bois et de plastique	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an
o)	COV-16 Revêtement adhésif	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an
p)	COV-17 Fabrication de préparations, revêtements, vernis, encres et colles	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 100 tonnes par an
q)	COV-18 Conversion de caoutchouc	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an
r)	COV-19 Extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huile végétale	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 10 tonnes par an
s)	COV-20 Fabrication de produits pharmaceutiques	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 50 tonnes par an
t)	COV-21 Revêtement de véhicules (automobiles, cabines de camion, camionnettes, camions et autobus) neufs <sup>4</sup>	Lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2024 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et aux diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Notes

1 L'astérisque indique qu'aucun seuil de capacité n'est applicable : tous les établissements exerçant l'activité décrite sont soumis à notification

2 Consommation : quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année de calendrier ou de toute autre période de douze mois, moins les COV récupérés en vue de leur réutilisation

3 Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (BE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/008126]

**19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 166/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Januar 2006 über die Schaffung eines Europäischen Schadstoffreisetzungs- und -verbringungsregisters und zur Änderung der Richtlinien 91/689/EWG und 96/61/EG des Rates (sog. EPRT-Verordnung), insbesondere Artikel 5, 6 und 7;

Aufgrund des Durchführungsbeschlusses (EU) 2018/1135 der Kommission vom 10. August 2018 zur Festlegung, welche Art von Informationen die Mitgliedstaaten in welcher Form und mit welcher Häufigkeit für die Berichterstattung über die Umsetzung der Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über Industrieemissionen zu übermitteln haben;

Aufgrund des Durchführungsbeschlusses (EU) 2019/1741 der Kommission vom 23. September 2019 zur Festlegung, in welcher Form und mit welcher Häufigkeit die Mitgliedstaaten Daten für die Berichterstattung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 166/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Schaffung eines Europäischen Schadstoffreisetzungs- und -verbringungsregisters und zur Änderung der Richtlinien 91/689/EWG und 96/61/EG des Rates zu übermitteln haben;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 1 Ziffer 23 und 76bis, 76ter und 76quater, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen und des Erlasses der Wallonischen Regierung über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 28. Juni 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 21. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 236/2022;

Aufgrund des am 23. Oktober 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.531/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 8. September 2022 abgegebenen Stellungnahme ENV.22.99.AV des Pools "Umwelt";

In Erwägung, dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, die Wallonische Region mit einem Instrument auszustatten, das es ihr ermöglicht, die Erhebung von Umweltdaten zu gewährleisten, wie sie von verschiedenen europäischen Verordnungen und Richtlinien vorgeschrieben wird, einschließlich der Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung);

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 - Die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Die Anlagen und Tätigkeiten, die der Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten unterliegen, sind im Anhang zu diesem Erlass aufgeführt.

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, legt das in Artikel 76ter § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, genannte Formular für die regelmäßige Zustellung von Umweltdaten fest, unbeschadet der Artikel 5, 6 und 7 der Verordnung Nr. 166/2006.

Dieses Formular enthält die folgenden Angaben:

1° die vollständige Identifizierung der Einrichtung sowie die Angaben, die es der Umweltverwaltung ermöglichen, die Person zu kontaktieren, die im Rahmen der in diesem Erlass vorgesehenen regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten als gesetzlicher Vertreter der Einrichtung auftritt;

2° die Listen und Beschreibungen der Aktivitäten und Anlagen der Einrichtung;

3° die Daten über das Produktionsvolumen, die jährliche Anzahl der Betriebsstunden und die Anzahl der in der Einrichtung beschäftigten Vollzeitäquivalente;

4° die Liste der Standorte und technischen Merkmale der Stellen, an denen Schadstoffe aus der Einrichtung in die Luft und ins Wasser abgegeben werden;

5° die Arten und Mengen der Schadstoffe, die in die Luft und ins Wasser abgegeben werden, zusammen mit Belegen, die eine Überprüfung dieser Angaben durch die Umweltverwaltung ermöglichen;

6° die vollständige Liste der von der Einrichtung erzeugten oder behandelten Abfälle sowie die Informationen, die zur Bestimmung der gesamten Abfallströme von der Erzeugung bis zur Behandlung oder Wiederverwertung erforderlich sind;

7° die in der Einrichtung verwendeten oder von ihr erzeugten Energien;

8° eine Unterschrift, die die Richtigkeit der in dem Formular gemachten Angaben nach bestem Wissen und Gewissen des Anmelders bestätigt.

Die in Absatz 2 Ziffer 2 genannten Angaben ermöglichen es, die Anlagen oder Tätigkeiten und ihre Kapazitäten zu lokalisieren und zu beschreiben.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, legt für jede in Artikel 1 genannte Anlage und Tätigkeit fest, welche Teile des Formulars ausgefüllt werden müssen.

**Art. 4** - In das Formular nimmt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, auch einen Abschnitt über die umweltökonomischen Daten der Einrichtung gemäß Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 691/2011 über europäische umweltökonomische Gesamtrechnungen auf.

Die betreffenden Daten beziehen sich auf das vorletzte Jahr, in dem die Erhebung durchgeführt wurde.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, legt für jede in Artikel 1 genannte Anlage und Tätigkeit fest, welche Teile des Formulars ausgefüllt werden müssen.

#### KAPITEL 2 - Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 5** - In Artikel 120bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2013, wird Absatz 2 durch folgendes ersetzt:

„Jedoch ist für die Informationen über atmosphärische Emissionen, die in dem in Artikel 76ter § 1 vorgesehenen Formular anzugeben sind, die in Artikel 76ter § 2, in Artikel 76quater § 2 Absatz 1 zweiter Satz, Absatz 2, und § 4 ab den Worten „in Artikel 76ter § 1“ des Dekrets genannte Umweltverwaltung die Wallonische Luft- und Klimaagentur.“

**Art. 6** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen und des Erlasses der Wallonischen Regierung über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird aufgehoben

#### KAPITEL 3 - Schlussbestimmungen

**Art. 7** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Erlass der Wallonischen Regierung über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Liste der Anlagen und Tätigkeiten, die der Pflicht zur regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten unterliegen, sowie der Anlagen und Tätigkeiten, die Teil eines Abfallvermeidungsplans sind

1. Energiewirtschaft		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Verbrennung von Brennstoffen	Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung über 20 MWth (mit Ausnahme der gefährlichen oder städtischen Abfälle)
		in Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 50 MWth
		Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 50 MWth, wenn die Brennanlagen an ein und denselben Schornstein angeschlossen sind
b)	Raffinieren von Mineralöl und Gas	* <sup>1</sup>
c)	Herstellung von Koks	*
d)	Vergasung und Verflüssigung:	
	1) von Kohle;	*
	2) von anderen Brennstoffen.	Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 20 MWth
e)	Kohle-Walzwerke	Mit einer Kapazität von mindestens einer Tonne pro Stunde
f)	Anlagen zur Herstellung von Kohleprodukten und festen, rauchfreien Brennstoffen	*

2. Herstellung und Verarbeitung von Metallen		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	a) Rösten und Sintern von Metallerz, einschließlich Sulfiderz	*
b)	Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen	Mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde
c)	Verarbeitung von Eisenmetallen:	
	1) Betrieb von Warmwalzwerken;	Mit einer Kapazität von mehr als 20 Tonnen Rohstahl pro Stunde
	2) Schmiedvorgänge mit Hämmern;	Deren Schlagenergie 50 Kilojoule pro Hammer überschreitet, bei einer Wärmeleistung von über 20 MWth
	3) Aufbringen von schmelzflüssigen metallischen Schutzschichten.	Mit einer Verarbeitungskapazität von 2 Tonnen Rohstahl pro Stunde
d)	Betrieb von Eisenmetallgießereien	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag
e)	Verarbeitung von Nichteisenmetallen:	
	1) Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische Verfahren, chemische Verfahren oder elektrolytische Verfahren;	*
	2) Schmelzen (einschließlich Legierung) von Nichteisenmetallen unter Miteinschließung der Wiedergewinnungsprodukte und Eisenmetallgießereien für Nichteisenmetalle.	Mit einer Schmelzkapazität von mehr als 4 Tonnen pro Tag bei Blei und Kadmium oder 20 Tonnen pro Tag bei allen anderen Metallen
f)	Oberflächenbehandlung von Metallen oder Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren	Wenn das Volumen der Wirkbäder mehr als 30 m <sup>3</sup> beträgt

3. Mineralverarbeitende Industrie		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Untertage-Bergbau und damit verbundene Tätigkeiten	*
b)	Tagebau	Wenn die Oberfläche des Abbaugebiets mehr als 25 Hektar beträgt
c)	Herstellung von Zement, Kalk und Magnesiumoxid:	
	1) Herstellung von Zementklinkern in Drehrohröfen;	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 500 Tonnen pro Tag
	2) Herstellung von Zementklinkern in anderen Öfen;	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 50 Tonnen pro Tag
	3) Herstellung von Kalk in Öfen;	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 50 Tonnen pro Tag
	4) Herstellung von Magnesiumoxid in Öfen.	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 50 Tonnen pro Tag
d)	Gewinnung von Asbest oder Herstellung von Erzeugnissen aus Asbest	*
e)	Herstellung von Glas, einschließlich von Glasfasern	Mit einer Schmelzkapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag
f)	Schmelzen mineralischer Stoffe einschließlich der Herstellung von Mineralfasern	Mit einer Schmelzkapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag
g)	Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 Tonnen pro Tag und/oder in einem Ofen mit einer Kapazität von mehr als 4 m <sup>3</sup> und einer Beschickungsdichte von mehr als 300 kg/m <sup>3</sup> pro Ofen

#### 4. Chemische Industrie

Für die Zwecke des vorliegenden Teils bedeutet die Herstellung für die Kategorien von Tätigkeiten des vorliegenden Teils die Herstellung der in den nachstehenden Punkten angeführten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische oder biologische Umwandlung im industriellen Umfang.

	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Herstellung von organischen Chemikalien wie: 1) einfache Kohlenwasserstoffe (lineare oder ringförmige, gesättigte oder ungesättigte, aliphatische oder aromatische); 2) sauerstoffhaltige Kohlenwasserstoffe, insbesondere Alkohole, Aldehyde, Ketone, Carbonsäuren, Ester und Estergemische, Acetate, Ether, Peroxide, Epoxide; 3) schwefelhaltige Kohlenwasserstoffe; 4) stickstoffhaltige Kohlenwasserstoffe, insbesondere Amine, Amide, Nitroso-, Nitro- oder Nitratverbindungen, Nitrile, Cyanate, Isocyanate; 5) phosphorhaltige Kohlenwasserstoffe; 6) halogenhaltige Kohlenwasserstoffe; 7) metallorganische Verbindungen; 8) Basiskunststoffe (Polymere, Chemiefasern, Fasern auf Zellstoffbasis); 9) synthetische Kautschuke; 10) Farbstoffe und Pigmente; 11) Tensiden und oberflächenaktive Stoffe.	*

**4. Chemische Industrie**

Für die Zwecke des vorliegenden Teils bedeutet die Herstellung für die Kategorien von Tätigkeiten des vorliegenden Teils die Herstellung der in den nachstehenden Punkten angeführten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische oder biologische Umwandlung im industriellen Umfang.

	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
b)	Herstellung von anorganischen Chemikalien wie: 1) Gase wie Ammoniak, Chlor und Chlorwasserstoff, Fluor und Fluorwasserstoff, Kohlenstoffoxide, Schwefelverbindungen, Stickstoffoxide, Wasserstoff, Schwefeldioxid, Phosgen; 2) Säuren wie Chromsäure, Flußsäure, Phosphorsäure, Salpetersäure, Salzsäure, Schwefelsäure, Oleum, schwefelige Säuren; 3) Basen wie Ammoniumhydroxid, Kaliumhydroxid, Natriumhydroxid; 4) Salze wie Ammoniumchlorid, Kaliumchlorat, Kaliumkarbonat, Natriumkarbonat, Perborat, Silbernitrat; 5) Nichtmetalle, Metalloxide oder sonstige anorganische Verbindungen wie Kalziumkarbid, Silicium, Siliciumkarbid.	*
c)	Herstellung von phosphor-, stickstoff- oder kaliumhaltigen Düngemitteln (Einnährstoff- oder Mehrnährstoffdünger)	*
d)	Herstellung von Pflanzenschutzmitteln oder Bioziden	*
e)	Herstellung von pharmazeutischen Produkten, einschließlich Zwischenprodukte	*
f)	Herstellung von Explosivstoffen	*

**5. Abfall- und Abwasserbewirtschaftung**

	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Beseitigung oder Verwertung gefährlicher Abfälle, die eine oder mehrere der nachstehenden Tätigkeiten voraussetzen: 1) biologische Behandlung; 2) physikalisch-chemische Behandlung; 3) Vermengung oder Vermischung vor der Durchführung einer der anderen in den Punkten "Beseitigung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen" und "Beseitigung oder Verwertung von Abfällen in Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen" genannten Tätigkeiten; 4) Rekonditionierung vor der Durchführung einer der anderen in den Punkten "Beseitigung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen" und "Beseitigung oder Verwertung von Abfällen in Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen" genannten Tätigkeiten; 5) Rückgewinnung/Regenerierung von Lösemitteln; 6) Recycling/Rückgewinnung von anderen anorganischen Stoffen als Metallen oder Metallverbindungen; 7) Regenerierung von Säuren und Basen; 8) Wiedergewinnung von Bestandteilen, die der Bekämpfung von Verunreinigungen dienen; 9) Wiedergewinnung von Katalysatorenbestandteilen; 10) Wiederaufbereitung von Öl oder andere Wiederverwendungsmöglichkeiten von Öl; 11) Oberflächenaufbringung.	Mit einer Kapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag
b)	Beseitigung oder Rückgewinnung von Abfällen in Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen: 1) für nicht gefährliche Abfälle;	Mit einer Kapazität von mindestens 2 Tonnen pro Stunde
	2) für gefährliche Abfälle.	Mit einer Kapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag

5. Abfall- und Abwasserbewirtschaftung		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
c)	Beseitigung der nicht gefährlichen Abfälle, die eine oder mehrere der nachstehenden Tätigkeiten (mit Ausnahme der unter die Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser fallenden Tätigkeiten) voraussetzen: 1) biologische Behandlung; 2) physikalisch-chemische Behandlung; 3) Vorbehandlung der für die Verbrennung oder Mitverbrennung bestimmten Abfälle; 4) Behandlung von Schlacken und Asche; 5) Behandlung von metallischen Abfällen, unter Einschluss von elektrischen und elektronischen Altgeräten und Altfahrzeugen und ihren Bestandteilen, in Shredderanlagen.	Mit einer Kapazität von mehr als 50 Tonnen pro Tag
d)	Verwertung oder Mischung aus Verwertung und Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen, die eine oder mehrere der nachstehenden Tätigkeiten nach sich ziehen (mit Ausnahme der unter die Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser fallenden Tätigkeiten): 1) biologische Behandlung; 2) Vorbehandlung der für die Verbrennung oder Mitverbrennung bestimmten Abfälle; 3) Behandlung von Schlacken und Asche; 4) Behandlung von metallischen Abfällen, unter Einschluss von elektrischen und elektronischen Altgeräten und Altfahrzeugen und ihren Bestandteilen, in Shredderanlagen.	Mit einer Kapazität von mehr als 75 Tonnen pro Tag Wenn die einzige ausgeübte Tätigkeit zur Abfallbehandlung die anaerobe Zersetzung ist, muss die Kapazität für diese Tätigkeit mehr als 100 Tonnen pro Tag betragen.
e)	Technische Vergrabungszentren (im Sinne des Artikels 5 § 1 Ziffer 58 des Dekrets vom 9. März 2023), mit Ausnahme der technischen Vergrabungszentren für Inertabfälle und der technischen Vergrabungszentren, die vor dem 16. Juli 2001 endgültig geschlossen worden sind oder deren Nachbewirtschaftungsphase im Sinne von Artikel 37 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren beendet ist	Mit einer Aufnahmekapazität von 10 Tonnen pro Tag oder einer Gesamtkapazität von mehr als 25 000 Tonnen
f)	Zeitweilige Lagerung von gefährlichen Abfällen, die nicht unter den oben genannten Punkt "Technische Vergrabungszentren..." fallen, bis zur Durchführung einer der in den Punkten "Beseitigung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen", "Beseitigung oder Verwertung von Abfällen in Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen", "Technische Vergrabungszentren..." und "5. bis 6 "aufgeführten Tätigkeiten, mit Ausnahme der zeitweiligen Lagerung - bis zur Sammlung - auf dem Gelände, auf dem die Abfälle erzeugt worden sind	Mit einer Gesamtkapazität von mehr als 50 Tonnen
g)	Untertagedeponie für gefährliche Abfälle	Mit einer Gesamtkapazität von mehr als 50 Tonnen
h)	Beseitigung oder Recycling von Schlachtkörpern oder Tierabfällen	Mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag
i)	Behandlung von kommunalem Abwasser	In Anlagen mit einer Kapazität von mindestens 50 000 Einwohnergleichwerten
j)	Eigenständig betriebene Industrieabwasserbehandlungsanlagen für eine oder mehrere der in dieser Anlage beschriebenen Tätigkeiten, die nicht unter die Richtlinie 91/271/EWG über die Behandlung von kommunalem Abwasser fallen	*

<b>5. Abfall- und Abwasserbewirtschaftung</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
k)	Behandlung von Industrieabwässern aus Unternehmen, für die in Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 166/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Januar 2006 über die Schaffung eines Europäischen Schadstofffreisetzungs- und -verbringungsregisters und zur Änderung der Richtlinien 91/689/EWG und 96/61/EG des Rates angeführten Stoffe	*

<b>6. Herstellung von Papier und Holz</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Herstellung von folgenden Produkten in Industrieanlagen:	
	1) Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen;	*
	2) Papier oder Pappe;	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag
	3) eine oder mehrere der folgenden Platten auf Holzbasis: Spanplatten, Faserplatten und Sperrholz;	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 600 m <sup>3</sup> pro Tag für Grobspanplatten (OSB-Platten) oder mit einer Produktionskapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag für Spanplatten oder Faserplatten
	4) Sperrholzplatten.	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 20 Tonnen pro Tag
b)	Schutz von Holz und Holzderivaten mittels chemischer Produkte, außer der Behandlung	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 50 m <sup>3</sup> pro Tag

<b>7. Intensive Viehhaltung und Aquakultur</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Intensivhaltung von Geflügel oder Schweinen	Mit mehr als 40000 Plätzen für Geflügel
		Mit mehr als 2000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg)
		Mit mehr als 750 Plätzen für Säue
b)	Intensive Aquakultur	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 1000 Tonnen Fische und Schalentieren pro Tag

<b>8. Tierische und pflanzliche Produkte aus dem Lebensmittel- und Getränkektor</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Betrieb von Schlachthäusern	Mit einer Produktionskapazität von mehr als 50 Tonnen Schlachtkörpern pro Tag
b)	Behandlung und Verarbeitung, mit alleiniger Ausnahme der Verpackung, folgender Rohstoffe, unabhängig davon, ob sie zuvor verarbeitet wurden oder nicht, zur Herstellung von Nahrungsmitteln oder Futtermitteln aus:	
	1) allein tierischen Rohstoffen (außer nur Milch);	Mit einer Kapazität von mehr als 75 Tonnen Fertigprodukten pro Tag (die Verpackung ist nicht im Endgewicht des Produkts enthalten)
	2) allein pflanzlichen Rohstoffen;	Mit einer Kapazität von mehr als 300 Tonnen Fertigprodukten pro Tag oder von mehr als 600 Tonnen pro Tag, sofern die Anlage an nicht mehr als 90 aufeinander folgenden Tagen im Jahr in Betrieb ist (die Verpackung ist nicht im Endgewicht des Produkts enthalten)
	3) tierischen und pflanzlichen Rohstoffen, sowohl in Form von kombinierten als auch getrennten Produkten.	Mit einer Produktionskapazität ausgedrückt in Tonnen Fertigprodukten pro Tag von mehr als: -> 75, wenn A gleich oder größer als 10 ist, Oder -> $[300 - (22,5 - A)]$ in allen anderen Fällen wobei "A" den tierischen Anteil (in Gewichtprozent) in der Menge darstellt, die in die Berechnung der Produktionskapazität der Fertigprodukte einbezogen wird (die Verpackung ist nicht im Endgewicht des Produkts enthalten)



<b>8. Tierische und pflanzliche Produkte aus dem Lebensmittel- und Getränkesektor</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
c)	Ausschließliche Behandlung und Verarbeitung von Milch	die eingehende Milchmenge überschreitet 200 Tonnen pro Tag (Jahresdurchschnittswert)

<b>9. Sonstige Tätigkeiten</b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	Vorbehandlung (Waschen, Bleichen, Mercerisieren) oder Färben von Textilfasern oder Textilien	Mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag
b)	Gerben von Häuten	Mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 12 Tonnen Fertigprodukten pro Tag
c)	Oberflächenbehandlung von Stoffen, Gegenständen oder Erzeugnissen unter Verwendung organischer Lösungsmittel, insbesondere zum Appretieren, Bedrucken, Beschichten, Entfetten, Imprägnieren, Kleben, Lackieren, Reinigen oder Tränken	Mit einer Verbrauchskapazität von organischen Lösemitteln von mehr als 150 kg pro Stunde oder 200 Tonnen pro Jahr
d)	Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren	*
e)	Bau, Anstrich oder Beizen von Schiffen	Mit einer Aufnahmekapazität für mehr als 100 m lange Schiffe
f)	Auffangen der CO <sub>2</sub> -Ströme aus Anlagen, die unter die vorliegende Anlage fallen, im Hinblick auf die geologische Lagerung gemäß der Richtlinie 2009/31/EG	*
g)	Industriewäschereien, Färbereien, Münzwäschereien, Reinigungsdienste für Kleidung, Wäsche Behandlung und sonstige Textilien für Privatpersonen, mit Ausnahme der Trockenreinigung	Mit einer Wäschereinigungskapazität von mehr als 500 kg pro Tag
h)	1) Zeitungsdruckerei	Wenn die Menge der benutzten Druckfarbe mehr als 100 Liter pro Tag beträgt
	2) sonstige Druckereien	Wenn die Menge der benutzten Druckfarben oder der für das Beschichten des Trägermaterials verbrauchten Produkte mehr als 10 Tonnen pro Jahr beträgt
	3) sonstige Tätigkeiten im Druckgewerbe	Wenn die Menge des verbrauchten Papiers mehr als 2500 Tonnen pro Jahr beträgt

<b>10. Einrichtungen und Aktivitäten, die Teil eines Abfallvermeidungsplans sind</b>		
in Ausführung von Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen		

<b>11. Anlagen und/oder Aktivitäten, die Lösungsmittel verbrauchen<sup>2</sup></b>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
a)	VOC-01 Heatset-Rollenoffset	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 15 t/Jahr
b)	VOC-02 Illustrationstiefdruck	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 25 t/Jahr
c)	VOC-03 sonstige Druckereitätigkeiten:	
	1) VOC-03.01 sonstige Einheiten für den Rotations-tiefdruck, Flexodruck, Rotationssiebdruck, die Laminierung oder den Klarlackauftrag	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 15 t/Jahr
	2) VOC-03.02 Rotations- oder Siebdruck auf Textilien/Karton	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 30 t/Jahr
d)	VOC-04 Oberflächenreinigung	mit einem Lösungsmittelverbrauch <sup>3</sup> von über 1 t/Jahr
e)	VOC-05 sonstige Oberflächenreinigungen	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 2 t/Jahr
f)	VOC-06 Beschichtungsarbeiten und Reparaturlackierungen auf Fahrzeugen	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 0,5 t/Jahr
g)	VOC-07 Bandblechbeschichtung	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 25 t/Jahr

11. Anlagen und/oder Aktivitäten, die Lösungsmittel verbrauchen <sup>2</sup>		
	Tätigkeit	Kapazitätsschwelle
h)	VOC-08 Sonstige Beschichtungsarbeiten, einschließlich der Beschichtungsarbeiten auf Metall-, Kunststoff-, Textil, Papierfolienoberfläche	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 5 t/Jahr
i)	VOC-09 Beschichtung von Wickeldraht	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 5 t/Jahr
j)	VOC-10 Beschichtung auf Holzoberflächen	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 15 t/Jahr
k)	VOC-12 Holzimprägnierung	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 25 t/Jahr
l)	VOC-13 Beschichtung auf Leder	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 10 t/Jahr
m)	VOC-14 Schuhherstellung	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 5 t/Jahr
n)	VOC-15 Laminierung von Holz und Kunststoffen	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 5 t/Jahr
o)	VOC-16 Klebebeschichtung	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 5 t/Jahr
p)	VOC-17 Herstellung von Beschichtungsstoffen, Klarlacken, Druckfarben und Klebstoffen	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 100 t/Jahr
q)	VOC-18 Umwandlung von Kautschuk	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 15 t/Jahr
r)	VOC-19 Extraktion von Pflanzenöl und tierischem Fett wie Raffinieren von Pflanzenöl	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 10 t/Jahr
s)	VOC-20 Herstellung von pharmazeutischen Produkten	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 50 t/Jahr
t)	VOC-21 Beschichtungsarbeiten auf neuen Fahrzeugen (Kraftfahrzeuge, Fahrerhäuser, Lieferwagen, Lastkraftwagen und Busse) <sup>4</sup>	mit einem Lösungsmittelverbrauch von über 15 t/Jahr

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2024 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 über die Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung beigefügt zu werden.

Namur, den 19. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

#### Fußnoten

1 Das Sternchen zeigt an, dass keine Kapazitätsschwelle gilt: Alle Einrichtungen, die die beschriebene Tätigkeit ausüben, sind meldepflichtig.

2 Verbrauch: Gesamtmenge der organischen Lösungsmittel, die in der Anlage für jedes Kalenderjahr oder für jeden anderen Zeitraum von zwölf Monaten verwendet werden, abzüglich der VOC, die im Hinblick auf deren Wiederverwendung zurückgewonnen werden.

3 Die Stoffe oder Gemische, denen aufgrund ihres Gehalts an gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, keimzellmutagen oder reproduktionstoxisch eingestuft flüchtigen organischen Verbindungen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008126]

19 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de periodieke mededelingsplicht van de milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 166/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 januari 2006 betreffende de instelling van een Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen en tot wijziging van de Richtlijnen 91/689/EEG en 96/61/EG, inzonderheid op de artikelen 5, 6 en 7;

Gelet op Uitvoeringsbesluit (EU) 2018/1135 van de Commissie van 10 augustus 2018 tot vaststelling van de soort, de opmaak en de frequentie van de door de lidstaten te verstrekken informatie met het oog op de verslaglegging over de tenuitvoerlegging van Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en de Raad inzake industriële emissies;

Gezien Uitvoeringsbesluit (EU) 2019/1741 van de Commissie van 23 september 2019 betreffende het formaat en de frequentie van de door de lidstaten ter beschikking te stellen gegevens ten behoeve van de rapportage uit hoofde van Verordening (EG) nr. 166/2006 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de instelling van een Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen en tot wijziging van de Richtlijnen 91/689/EEG en 96/61/EG van de Raad;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 1, 23°, 76bis, 76ter en 76quater, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de verplichting tot periodieke kennisgeving van de milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Gelet op het rapport van 28 juni 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 236/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 oktober 2022;

Gelet op advies 74.531/4 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies ENV.22.99.AV van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 8 september 2022;

Overwegende dat dit besluit tot doel heeft het Waalse Gewest een instrument te verschaffen waarmee het de verzameling van milieugegevens kan verzekeren zoals voorgeschreven door verschillende Europese verordeningen en richtlijnen, waaronder Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging);

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Verplichting tot periodieke kennisgeving*

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/75/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** De installaties en activiteiten waarvoor de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens geldt, zijn opgesomd in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** De Minister van Leefmilieu stelt het formulier voor de periodieke kennisgeving van milieugegevens bedoeld in artikel 76ter, § 1<sup>er</sup>, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, vast, onverminderd de artikelen 5, 6 en 7 van verordening 166/2006.

Dat formulier bevat de volgende informatie:

1° de volledige identificatie van de inrichting, alsook de gegevens die de milieudienst toelaten om contact op te nemen met de persoon die de inrichting wettelijk vertegenwoordigt in het kader van de periodieke kennisgeving van milieugegevens bedoeld in dit besluit;

2° de lijsten en beschrijvingen van de activiteiten en installaties van de inrichting;

3° de gegevens met betrekking tot de productievolumes, het jaarlijks aantal bedrijfsuren en het aantal voltijdse equivalenten tewerkgesteld in de inrichting ;

4° de lijst van de locaties en technische kenmerken van de punten waar verontreinigende stoffen in de inrichting in de lucht en in het water worden geloosd;

5° de soorten en hoeveelheden verontreinigende stoffen die in de lucht en in het water worden geloosd, vergezeld van bewijsstukken aan de hand waarvan deze gegevens door de Milieudienst kunnen worden gecontroleerd;

6° de volledige lijst van afvalstoffen die door de inrichting worden voortgebracht of verwerkt, alsook de informatie die nodig is om de totaliteit van deze afvalstromen te bepalen, van productie tot verwerking of nuttige toepassing;

7° de energie die in de inrichting wordt gebruikt of door de inrichting wordt geproduceerd;

8° een handtekening waarmee de aangever verklaart dat de gegevens op het formulier naar zijn weten juist zijn.

De informatie bedoeld in het tweede lid, 2°, maakt het mogelijk om de installaties of activiteiten en hun capaciteit te lokaliseren en te beschrijven.

Voor elke installatie en activiteit als bedoeld in artikel 1 bepaalt de Ministier van Leefmilieu welke onderdelen van het formulier moeten worden ingevuld.

**Art. 4.** De Minister van Leefmilieu neemt in het formulier tevens een onderdeel op betreffende de milieu-economische gegevens van de inrichting, bedoeld in artikel 3 van Verordening (EU) nr. 691/2011 inzake Europese milieu-economische rekeningen.

De gegevens in kwestie hebben betrekking op het voorlaatste jaar van het onderzoek.

Voor elke installatie en activiteit als bedoeld in artikel 1 bepaalt de Ministier van Leefmilieu welke onderdelen van het formulier moeten worden ingevuld.

#### HOOFDSTUK 2. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 5.** In artikel 120bis van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

“Voor de informatie betreffende atmosferische emissies die moet worden verstrekt in het formulier bepaald in artikel 76ter, § 1, van het decreet, is de milieuadministratie bedoeld in artikel 76ter, § 2, artikel 76quater, § 2, eerste lid, tweede zin, tweede lid, en § 4, vanaf de woorden “in artikel 76ter, § 1,” van het decreet echter het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waal Agentschap voor Lucht en Klimaat).”.

**Art. 6.** Het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de verplichting tot periodieke kennisgeving van de milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen.*

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2024 betreffende de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de periodieke mededelingsplicht van de milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Lijst van installaties en activiteiten waarvoor de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens geldt en installaties en activiteiten waarvoor een afvalpreventieplan geldt

1. Energie-industrieën		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Verbranden van brandstof	In installaties met een totaal nominaal ingangsvormogen hoger dan 20 MWth (gevaarlijke of gemeentelijke afval uitgezonderd)
		In installaties met een totaal nominaal ingangsvormogen hoger van 50 MWth of meer
		In installaties met een totaal nominaal ingangsvormogen van 50 MWth of meer als de verbrandingsinstallaties op dezelfde schoorsteen aangesloten zijn
b)	Het raffineren van aardolie en gas	*1
c)	Productie van cokes	*
d)	Het vergassen of vloeibaar maken van ::	
	1) steenkool ;	*

1. Energie-industrieën		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
	2) andere brandstoffen.	In installaties met een totaal nominaal ingangsvermogen hoger van 20 MWth of meer
e)	Steenkoolwalserijen	Met een capaciteit van een ton per uur of meer
f)	installaties voor de fabricage van steenkoolproducten en vaste rookvrije brandstof	*

2. Productie en verwerking van metalen		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Roosten of sinteren van metaalhoudend mineraal, met inbegrip van zwavelhoudend erts	*
b)	Productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting), inclusief continugieten	Met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur
c)	Verwerking van ferrometalen:	
	1) exploitatie van walserijen;	met een capaciteit van meer dan 20 ton ruwstaal per uur
	2) smeden met hamers;	met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MWth wordt gebruikt
	3) het aanbrengen van beschermende lagen gesmolten metaal.	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur
d)	Exploitatie van smelterijen van ferrometalen	met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag
e)	Verwerking van non-ferrometalen :	
	1) productie van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procedés;	*
	b) het smelten, met inbegrip van het legeren van non-ferrometalen, inclusief terugwinningsproducten en het gieten van non-ferrometalen.	met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen
f)	Oppervlaktebehandeling van metalen of kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procedé	waarvoor de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden groter is dan 30 m <sup>3</sup>

3. Minerale industrie		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Ondergrondse mijnbouw en aanverwante activiteiten	*
b)	Dagbouw in de minerale industrie en steenwinning	bij een effectief productieareaal van meer dan 25 ha
c)	Productie van cement, ongebluste kalk en magnesiumoxide:	
	1) Productie van cementklinkers in draaiovens;	met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag
	2) Productie van cementklinkers in andere soorten ovens	met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag
	3) Productie van kalk in ovens;	met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag
	4) Productie van magnesiumoxide in ovens.	met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag
d)	Winning van asbest of fabricage van asbestproducten	*
e)	Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels	met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag
f)	Smelting van minerale stoffen, met inbegrip van de fabricage van mineraalvezels	met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag

3. Minerale industrie		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
g)	Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein	met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag, en/of in een oven met een capaciteit van meer dan 4 m <sup>3</sup> en een plaatsingsdichtheid van meer dan 300 kg/m <sup>3</sup> per oven

4. Chemische industrie		
Voor de toepassing van dit deel wordt onder productie voor de in dit deel genoemde categorieën van activiteiten verstaan de productie in industriële hoeveelheden door chemische of biologische omzetting van de in de volgende punten genoemde materialen of groepen van materialen.		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Productie van organisch-chemische producten, zoals: 1) enkelvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische); 2) zuurstofhoudende koolwaterstoffen, met name alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters en mengsels van esters, acetaten, ethers, peroxiden en epoxyharsen; 3) zwavelhoudende koolwaterstoffen 4) stikstofhoudende koolwaterstoffen, met name aminen, amidan, nitroso-, nitro- en nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten 5) fosforhoudende koolwaterstoffen 6) gehalogeneerde koolwaterstoffen 7) organometalderivaten 8) kunststoffen (polymeren, synthetische vezels, vezels op basis van cellulose) 9) synthetische rubbers 10) kleurstoffen en pigmenten 11) oppervlakteactieve stoffen.	*
b)	Fabricage van anorganisch-chemische producten, zoals: 1) gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonyldichloride; 2) zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuur 3) basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide; 4) zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat; 5) niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide.	*
c)	Fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen).	*
d)	Fabricage van producten voor gewasbescherming of van biociden	*
e)	Fabricage van farmaceutische producten, met inbegrip van tussenproducten	*
f)	Fabricage van explosieven	*

5. Afvalbeheer en behandeling van afvalwater		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	<p>Verwijdering of nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen door middel van een of meerdere van de volgende activiteiten:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) biologische behandeling;</li> <li>2) fysisch-chemische behandeling;</li> <li>3) menging voordat de afvalstoffen worden onderworpen aan een van de andere activiteiten vermeld in de punten "Verwijdering of nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen" en "Verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen in afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties";</li> <li>4) reconditionering voordat de afvalstoffen worden onderworpen aan een van de andere onder de volgende punten genoemde activiteiten "Verwijdering of terugwinning van gevaarlijke afvalstoffen" en "Verwijdering of terugwinning van afvalstoffen in afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallaties";</li> <li>5) Terugwinning/regeneratie van oplosmiddelen;</li> <li>6) recycling/terugwinning van andere anorganische materialen dan metalen of metaalverbindingen</li> <li>7) regeneratie van zuren of basen</li> <li>8) terugwinning van verbindingen die worden gebruikt om vervuiling tegen te gaan</li> <li>9) terugwinning van katalysatorbestanddelen</li> <li>10) regeneratie en ander hergebruik van olie</li> <li>11) lagunering.</li> </ol>	Met een capaciteit van meer dan 10 ton per uur
b)	<p>Verwijdering of terugwinning van afvalstoffen in afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallaties:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) voor ongevaarlijke afvalstoffen;</li> </ol>	Met een capaciteit van meer dan 2 ton per uur
	<ol style="list-style-type: none"> <li>2) voor gevaarlijke afvalstoffen.</li> </ol>	Met een capaciteit van meer dan 10 ton per uur
c)	<p>Verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen door middel van een of meerdere van de volgende activiteiten (met uitzondering van de activiteiten die vallen onder Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) biologische behandeling;</li> <li>2) fysisch-chemische behandeling</li> <li>3) voorbehandeling van afval voor verbranding of meeverbranding</li> <li>4) behandeling van slakken en assen</li> <li>5) shredderverwerking van metaalafval, in het bijzonder afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en afgedankte voertuigen en onderdelen daarvan.</li> </ol>	Met een capaciteit van meer dan 50 ton per uur
d)	<p>Nuttige toepassing, of een combinatie van nuttige toepassing en verwijdering, van ongevaarlijke afvalstoffen door middel van een of meerdere van de volgende activiteiten (met uitzondering van de activiteiten bedoeld in Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) biologische behandeling;</li> <li>2) voorbehandeling van afval voor verbranding of meeverbranding;</li> <li>3) behandeling van slakken en assen;</li> <li>4) shredderverwerking van metaalafval, in het bijzonder afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en afgedankte voertuigen en onderdelen daarvan.</li> </ol>	Met een capaciteit van meer dan 75 ton per uur Indien de behandeling van het afval beperkt blijft tot anaërobe vergisting, bedraagt de maximale capaciteit voor deze activiteit 100 t per dag.

5. Afvalbeheer en behandeling van afvalwater		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
e)	Centra voor technische ingraving (in de zin van artikel 5, 18°, van het decreet van 9 maart 2023), met uitzondering van de centra voor technische ingraving van inerte afvalstoffen en de centra voor technische ingraving die vóór 16 juli 2001 definitief werden gesloten of waarvan de nabeheersfase bedoeld in artikel 37 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving is beëindigd	die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben
f)	Tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen die niet onder het gedeelte "Centra voor technische ingraving" hierboven, in afwachting van een van de activiteiten in de volgende paragrafen..."Verwijdering of nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen", "Verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen in afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties", "Centra voor technische ingraving..." en "5.a.6", met uitzondering van tijdelijke opslag op de plaats waar de afvalstoffen zijn geproduceerd, in afwachting van inzameling.	met een totale capaciteit hoger is dan 50 t
g)	Ondergrondse opslag van gevaarlijke afvalstoffen.	met een totale capaciteit hoger is dan 50 t
h)	Destructie of verwerking van kadavers of dierlijk afval	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 t per dag
i)	Behandeling van stedelijk afvalwater	In installaties met een capaciteit van 50 000 inwoners-equivalent of meer
j)	Behandeling van industrieel afvalwater uit één of meer een of meerdere activiteiten vermeld in deze bijlage, in autonome installaties die niet onder richtlijn 91/271/EEG voor de behandeling van stedelijk afvalwater vallen	*
k)	Behandeling van industrieel afvalwater van bedrijven waarvoor de stoffen gelden die zijn opgenomen in bijlage II van Verordening (EG) nr. 166/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 januari 2006 betreffende de instelling van een Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen en tot wijziging van de Richtlijnen 91/689/EEG en 96/61/EG van de Raad	*

6. Vervaardiging van papier en karton		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Fabricage, in industriële installaties van:	
	1) papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;	*
	2) papier of karton;	met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag
	3) een of meerdere van de volgende platen op houtbasis: oriented strand board (OSB), spaanplaat, vezelplaat;	Met een productiecapaciteit van meer dan 600 m <sup>3</sup> per dag voor oriented strandboard of meer dan 20 ton per dag voor spaanplaat en vezelplaat.
	4) multiplexpanelen.	met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag
b)	Conservering van hout en houtproducten met behulp van chemische stoffen, met uitzondering van de behandeling die uitsluitend gericht is op het voorkomen van sapvlekken	met een productiecapaciteit van meer dan 50 m <sup>3</sup> per dag



7. Intensieve veehouderij en aquacultuur		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Intensieve pluimvee- of varkenshouderij	met meer dan 40000 plaatsen voor pluimvee
		met meer dan 2000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg)
		met meer dan 750 plaatsen voor zeugen
b)	Intensieve aquacultuur	met een productiecapaciteit van meer dan 1000 t vis en schaaldieren per jaar

8. Dierlijke of plantaardige producten uit de voedingsindustrie en dranken		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Uitbating van slachthuizen	met een productiecapaciteit van meer dan 50 t geslachte dieren per dag
b)	Bewerking en verwerking, behalve het uitsluitend verpakken van de volgende grondstoffen, al dan niet eerder bewerkt of onbewerkt, voor de fabricage van levensmiddelen of voeder van:	
	1) uitsluitend dierlijke grondstoffen (andere dan uitsluitend melk);	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 75t eindproducten per dag (De verpakking is niet inbegrepen in het eindgewicht van het product)
	2) uitsluitend plantaardige grondstoffen;	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 300 t eindproducten per dag of 600 ton per dag als de installatie maximaal 90 opeenvolgende dagen per jaar in bedrijf is (De verpakking is niet inbegrepen in het eindgewicht van het product)
	3) dierlijke en plantaardige grondstoffen, zowel in gecombineerde als in afzonderlijke producten.	Met een productiecapaciteit, uitgedrukt in tonnen eindproducten per dag, van meer dan : -> 75 als A gelijk is aan of groter is dan 10, Of -> $[300 - (22.5 - A)]$ in alle andere gevallen waarin "A" het aandeel dierlijk materiaal is (in gewichtspercenten) in de hoeveelheid die wordt gebruikt om de productiecapaciteit van eindproducten te berekenen (verpakking is niet inbegrepen in het gewicht van het eindproduct)
c)	Bewerking en verwerking van uitsluitend melk	De ontvangen hoeveelheid melk bedraagt meer dan 200 ton per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis).

9. Andere activiteiten		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	Voorbehandeling (wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 t per dag
b)	Het looien van huiden	met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 t eindproducten per dag
c)	Oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten, waarin organische oplosmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appretieren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vochtdicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren	met een verbruikscapaciteit van meer dan 150 kg organisch oplosmiddel per uur, of meer dan 200 t per jaar
d)	Fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering.	*
e)	Bouwen, verven van schepen of verwijderen van verf van schepen	met een opvangcapaciteit voor schepen langer dan 100 m
f)	Het afvangen van CO <sub>2</sub> -stromen van onder deze bijlage vallende installaties voor geologische opslag overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG	*
g)	Industriële wasserijen, ververijen, wasserettes, behandeling van wasgoed, reiniging van kleding en andere textielen ten behoeve van particulieren, met uitzondering van chemisch reinigen	met een wascapaciteit van meer dan 500 kg/dag
h)	1) Dagbladdrukkerijen	als de hoeveelheid gebruikte inkt hoger is dan 100 liter/dag

9. Andere activiteiten		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
	2) andere drukkerijen	als de hoeveelheid gebruikte inkt of verbruikte producten om de drager te bekleden hoger is dan 10 ton per jaar
	3) Overige activiteiten verwant aan de drukkerijen	Als de verbruikte hoeveelheid papier hoger is dan 2500 ton per jaar

10. Installaties en activiteiten die het voorwerp uitmaken van een afvalpreventieplan		
overeenkomstig hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen i.v.m. onder andere industriële emissies		

11. Installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken <sup>2</sup>		
	Activiteit	Capaciteitsdrempel
a)	VOS-01 heatsetrotatie-offset	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
b)	VOS-02 Illustratiediepdruk	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
c)	VOS-03 Overige drukactiviteiten:	
	1) VOS-03.01 Andere rotatiediepdruk, flexografie, rotatiezeefdruk, lamineer- of lakeenheden	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
	2) VOS-03.02 Rotatiezeefdruk op textiel/karton	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 30 T/jaar
d)	VOS-04 Oppervlaktereiniging	Als het verbruik <sup>3</sup> van oplosmiddelen hoger is dan 1 T/jaar
e)	VOS-05 Overige oppervlaktereinigingen	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 2 T/jaar
f)	VOS-06 Coating en overspuiten voertuigen	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 0,5T/jaar
g)	VOS-07 Bandlakken	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
h)	VOS-08 Andere coatingprocessen, waaronder metaal-, kunststof-, textiel-, film- en papiercoating	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 5 T/jaar
i)	VOS-09 Coating van wikkeldraad	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 5 T/jaar
j)	VOS-10 Coating van houten oppervlakte	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
k)	VOS-10 Impregneren van hout	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
l)	VOS-13 Coating van leer	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 10 T/jaar
m)	VOS-14 Fabricage van schoeisel	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 5 T/jaar
n)	COV-15 Lamineren van hout en kunststof	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 5 T/jaar
o)	VOS-16 Het aanbrengen van een lijmlaag	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 5 T/jaar
p)	COV-17 Vervaardiging van coating, preparaten, lak, inkt en kleefstoffen	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 100 T/jaar
q)	VOS-18 Bewerking van rubber	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar
r)	VOS-19 Extractie van plantaardige oliën en van dierlijke vetten en raffinage van plantaardige oliën	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 10 T/jaar
s)	VOS-20 Vervaardiging van geneesmiddelen	Als het een verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 50 T/jaar
t)	VOS-21 Coating van nieuwe voertuigen (auto's, vrachtwagencabines, bestelwagens, vrachtwagens en bussen)	Als het verbruik van oplosmiddelen hoger is dan 15 T/jaar

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2024 betreffende de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de periodieke mededelingsplicht van de milieugegevens en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota's

1 De asterisk geeft aan dat er geen capaciteitsdrempel van toepassing is: voor alle inrichtingen die de beschreven activiteit uitvoeren, geldt een kennisgevingsplicht.

2 Verbruik: totale hoeveelheid organische oplosmiddelen die in een installatie gebruikt worden per kalenderjaar of elke andere periode van twaalf maanden, behalve de voor hergebruik gerecycleerde VOS

3 Stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F zijn toegekend of waarop deze moeten worden aangebracht wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/006721]

16 MEI 2024. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies en de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure. — Rechtzetting

In de publicatie van het *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2024, pagina's 70078 tot 70081, akte nr. C – 2024/005047, moeten volgende verbeteringen worden aangebracht:

1° In artikel 2, in de Franse tekst, in plaats van "§ 2. L'exonération est accordée par l'administration fiscale régionale sur demande du redevable. L'exonération prend cours à partir du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel l'exonération a été demandée.", moet worden verstaan "§ 2. L'exonération est accordée par l'administration fiscale régionale sur demande du redevable. L'exonération prend cours à partir du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel l'exonération a été reconnue.";

2° In artikel 6 tot invoeging van een artikel 13/1 in de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, in paragraaf 1, in de Nederlandse tekst, in plaats van "3° het beheer en de verwerking van de kennisgeving van de opening van een inrichting van toeristisch logies, als bedoeld in artikel 6, § 1, en van de definitieve stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 6, § 4, alsook van het onderzoek naar en de vervolging van inbreuken op deze informatieplicht.", moet worden verstaan "3° het beheer en de verwerking van de kennisgeving van de opening van een inrichting van toeristisch logies, als bedoeld in artikel 6, § 1, en van de definitieve stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 6, § 4, alsook van het onderzoek naar en de vervolging van inbreuken op deze verplichting.";

3° In hetzelfde artikel 6 tot invoeging van een artikel 13/1 in dezelfde ordonnantie van 23 december 2016, in paragraaf 5, in plaats van "§ 5. Onverminderd de bewaring die noodzakelijk is voor de verwerking met het oog op de archivering in het algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden, bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) en van artikel 197 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, worden de in paragraaf 2 bedoelde persoonsgegevens niet langer bewaard dan nodig voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn van

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006721]

16 MAI 2024. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique et l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale. — Avis rectificatif

Dans la publication au *Moniteur belge* du 4 juin 2024, pages 70078 à 70081, acte n° C – 2024/005047, les améliorations suivantes doivent être apportées :

1° à l'article 2, dans le texte français, à la place de « § 2. L'exonération est accordée par l'administration fiscale régionale sur demande du redevable. L'exonération prend cours à partir du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel l'exonération a été demandée. », il faut entendre « § 2. L'exonération est accordée par l'administration fiscale régionale sur demande du redevable. L'exonération prend cours à partir du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel l'exonération a été reconnue. » ;

2° à l'article 6 insérant un article 13/1 à l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, au paragraphe 1<sup>er</sup>, dans le texte néerlandais, à la place de « 3° het beheer en de verwerking van de kennisgeving van de opening van een inrichting van toeristisch logies, als bedoeld in artikel 6, § 1, en van de definitieve stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 6, § 4, alsook van het onderzoek naar en de vervolging van inbreuken op deze informatieplicht; », il faut entendre « 3° het beheer en de verwerking van de kennisgeving van de opening van een inrichting van toeristisch logies, als bedoeld in artikel 6, § 1, en van de definitieve stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 6, § 4, alsook van het onderzoek naar en de vervolging van inbreuken op deze verplichting; » ;

3° au même article 6 insérant un article 13/1 à l'ordonnance du 23 décembre 2016 susmentionnée, au paragraphe 5, à la place de « § 5. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans le respect des exigences de l'article 89 du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) et de l'article 197 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées avec une durée maximale de